

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 12/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AMCOR FLEXIBLES EXTRUSION DAX

Zone Industrielle N° 2
Chemin de Bayle - BP173
40100 Dax

Références : DREAL/2026D/1629

Code AIOT : 0005201531

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement AMCOR FLEXIBLES EXTRUSION DAX implanté Zone Industrielle N° 2 Chemin de Bayle - BP173 40100 Dax. L'inspection a été annoncée le 04/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMCOR FLEXIBLES EXTRUSION DAX
- Zone Industrielle N° 2 Chemin de Bayle - BP173 40100 Dax
- Code AIOT : 0005201531
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de l'établissement est la production de films plastiques multicouches tubulaires à partir de polypropylène, polyéthylène par extrusion-soufflage tubulaire, le produit fini étant enroulé en bobines.

80 % de la production est destinée à l'emballage souple.

90 % de l'activité est dédiée à de l'emballage alimentaire, 10 % à de l'emballage industriel.

La quasi-totalité est livrée à des transformateurs pour impression, façonnage, contre-collage.

Le produit en sortie d'usine est un produit film qui est utilisé comme couche de protection en contact direct avec le produit alimentaire (animal ou humain).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Demande d'action corrective	6 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	article 25-II	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks des produits chimiques présents sur le site devra être mis à jour ainsi que les fiches de données sécurité associées.

Les opérateurs ont à disposition toutes les protections individuelles nécessaires à la manipulation de ces produits.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection a examiné par sondage deux fiches de données de sécurité (FDS), celles du méthanol et du cyclohexane. Ces FDS ont été mises à jour respectivement en 2021 et en 2014. L'inspection constate par ailleurs que, pour de nombreux produits, la dernière révision des FDS est antérieure à 2020, la plupart datant des années 2008 à 2011.</p> <p>Or, le règlement n° 2020/878 du 18 juin 2020 modifie et remplace l'annexe II du règlement REACH relative aux exigences concernant l'établissement des fiches de données de sécurité. Les FDS non conformes à ce nouveau format pouvaient toutefois continuer à être fournies jusqu'au 31 décembre 2022.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 6 mois, l'exploitant s'assure auprès de ses fournisseurs de disposer, pour chaque produit présent sur le site, d'une fiche de données de sécurité conforme aux exigences du règlement européen n° 2020/878 du 18 juin 2020 et modifie le fichier répertoriant les FDS en conséquence.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; [...]</p>
Constats : <p>Tout agent amené à manipuler des produits a accès au serveur ainsi qu'au fichier de suivi comportant les liens vers les fiches de données de sécurité.</p> <p>Pour les produits couramment utilisés, un récapitulatif sous forme de fiches simplifiées est également disponible. Ces fiches rappellent notamment les mentions de danger et les EPI obligatoires à porter sur l'ensemble du site, quelle que soit la manipulation ou le produit chimique concerné.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : <p>Les produits utilisés au laboratoire (dont le méthanol et le cyclohexane) sont stockés dans des</p>

<p>armoires dédiées et fermées à clé : l'une pour les encours, située au niveau de la sorbonne du laboratoire, et l'autre dans le hall du laboratoire. Ces armoires sont équipées, à chaque étagère, de dispositifs de rétention de volume adapté.</p> <p>L'atelier maintenance dispose également d'une armoire dédiée au stockage des produits inflammables, fermée à clé et équipée d'un dispositif de rétention sur chaque étagère.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucuns produits incompatibles ne partageaient la même rétention le jour de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un fichier, faisant office d'état des stocks, est disponible et consultable en ligne. Il comprend notamment le nom du produit, le fournisseur, la marque, la quantité maximale présente sur le site, un lien vers la FDS et sa date de mise à jour, l'identification des dangers (pictogrammes), les phrases de risque, les mentions de danger, les risques identifiés pour le produit ainsi que son lieu d'utilisation. Ce document est consultable à distance.</p> <p>La dernière mise à jour de ce fichier date de 2024. L'exploitant indique que le type de produits stockés et les volumes présents sur le site évoluent peu. Les quantités concernent principalement de faibles volumes, notamment pour les produits utilisés au laboratoire (quelques litres). En principe, ce document fait l'objet d'une mise à jour annuelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 6 mois, l'exploitant procède à la mise à jour du fichier faisant office d'état des stocks puis réalise sa mise à jour annuellement.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois